



# BULLETIN D'INFORMATION

de l'association d'aide  
Aux membres et familles  
/ DE LA GENDARMERIE /



## Alpine A110 de la Gendarmerie



# SOMMAIRE

- 4 Portrait de Gendarmerie :**  
A la rencontre de l'humanité derrière l'uniforme
- 8 Sécurité :** A Nice, Emmanuel Macron présente ses propositions, la droite attaque son bilan
- 12 Landerneau :** La gendarmerie célèbre son tricentenaire
- 14 Gendarmes ardéchois :** ils expérimentent une brigade de contact mobile
- 16 Menaces numériques** de nouveaux outils pour la gendarmerie de l'Eure
- 18** Près de Rouen les gendarmes veulent utiliser **l'appli panneau-pocket**
- 20 Les gendarmeries :** terre d'accueil du Service National Universel
- 22 Le statut militaire des gendarmes protégé** par le Conseil Constitutionnel

- 25** La 110e promotion d'élèves gendarmes à Dinéault Baptisée
- 26** En Ariège, Jean Castex inaugure une nouvelle brigade
- 27** Les bons Gendarmes rouleront en Alpine, les punis en peugeot 3008 Hybride

- 29 La gendarmerie sur le Podium** des 5e championnats de France Militaire de Handball



- 30 AAMFG :**  
Bulletin d'adhésion



L'AAMFG a pour vocation d'alerter, mobiliser et sensibiliser sur les problèmes quotidiens, et intervenir aux cotés des familles lorsque cela est nécessaire.

Nous sommes déterminées plus que jamais, notre fidélité à nos engagements et à nos statuts est tenace, nous œuvrons pour la vie de la famille.

**Murielle NOEL**  
*Présidente de l'AAMFG*



Trimestriel Edition 2022 - Revue Officielle de **L'ASSOCIATION D'AIDE AUX MEMBRES ET FAMILLES DE LA GENDARMERIE**

Siège Social : 35, les planèzes 23400 Bourgneuf

Régie publicitaire exclusive : **SERVICE ADMINISTRATIF PUBLICITAIRE**  
565, AVENUE DU PRADO - 13008 MARSEILLE - Tél. 04 91 57 37 68 - Fax 04 91 57 37 69

Mail : [secretariat@sap-editions.fr](mailto:secretariat@sap-editions.fr) | N° de TVA intracom. : FR31 v797 511 276 00017 | Impression

Impression : **MEDIA PRINT** - 84120 PERTUIS

*Toute erreur ou omission étant involontaire, ne peut engager la responsabilité de Service Administratif Publicitaire*

# PORTRAITS DE GENDARMERIE : A LA RENCONTRE DE L'HUMANITÉ DERRIÈRE L'UNIFORME

Dans le cadre d'un projet artistique visant à rendre hommage aux personnels de la gendarmerie, une exposition « Portraits de gendarmerie » est présentée au public à compter du 12 février 2022 au musée de la Gendarmerie de Melun.



Soutenu par le général Christian Rodriguez, ce projet a été entièrement pensé, réalisé et financé par Aakash Verma, un artiste indien et moi-même, militaire de la gendarmerie.

L'association d'aide aux membres et familles de la gendarmerie, partage une vision commune de ce projet.

Nous souhaitons souligner l'humanité des femmes et des hommes de

la gendarmerie en considérant leur vie personnelle, leur famille, leurs émotions.

Convaincue que nos valeurs sont identiques et que nos actions mettent en lumière l'essence mêmes de la force humaine de la gendarmerie, je me permets de communiquer le lien suivant pour assurer une aide financière :

– cagnotte leetchi :

<https://www.leetchi.com/c/portraits-de-gendarmerie>

## ■ Un pinceau et un stylo pour brosser 16 portraits

*Auteur : Antoine Faure – publié le 16 janvier 2022*

Aurélie est gendarme. Aakash est artiste. Ensemble, ils se sont lancés dans un grand voyage en gendarmerie pour réaliser une série de portraits, qui seront exposés à partir du 12 février au musée de la gendarmerie. Une belle aventure où il est question de rencontres, de couleurs, d'humanité et d'émotion.



EXPOSITION

A la rencontre de l'Humanité  
derrière l'uniforme



Par Aakash Verma et Aurelie Auffray

[www.portraitsdegendarmerie.com](http://www.portraitsdegendarmerie.com)

Elle écrit leur histoire, il peint leur visage

DU 12 FEV AU

03 AVR 2022 ENTRÉE GRATUITE

AU MUSÉE DE LA GENDARMERIE NATIONALE

Rencontre avec les artistes sur rendez-vous.



Lorsqu'un mot revient régulièrement dans une discussion, ce n'est jamais tout à fait anodin. Aurélie parle souvent d'émotion. Une émotion qu'elle ressent, une émotion qu'elle recherche. Actuellement affectée en escadron de gendarmerie mobile, avec le grade de maréchale des logis, cette jeune gendarme a noué au fil du temps une relation très particulière avec l'Inde. « Mon premier voyage date d'une dizaine d'années. Je suis tombée amoureuse de ce pays, de ses habitants, de sa culture. Je me suis sentie chez moi. » Il y aura beaucoup

de séjours pendant cette décennie, parfois jusqu'au bout des six mois autorisés par le visa. « J'ai beaucoup appris là-bas. C'est un pays d'une grande richesse. »

En 2016, elle décide de créer une association, baptisée Mon cœur pour l'humanité, afin de promouvoir la culture indienne en France, et la culture française en Inde. « J'avais simplement envie de créer du lien », résume-t-elle. Pour réaliser son logo, elle cherche un graphiste et découvre le travail d'un artiste indien. « Je venais de m'installer sur l'île de Porquerolles et de débiter mon activité dans le domaine de la communication, se souvient Aakash. Nous avons commencé à travailler ensemble. »

### ■ Chercher l'humanité derrière l'uniforme

24 mars 2018. Quelques heures après la fin de la prise d'otages du Super U de Trèbes, le colonel Arnaud Beltrame succombe à ses blessures, à l'hôpital de Carcassonne. « Ça m'a touché au cœur », avoue Aakash qui, bien qu'ayant grandi dans une famille d'artistes, est admiratif des militaires. « J'ai beaucoup d'estime pour l'armée indienne qui, comme les gendarmes en France, nous protège des terroristes. Nous avons beaucoup parlé d'Arnaud Beltrame avec Aurélie. C'est elle qui a proposé de réaliser une série de portraits de gendarmes en civil, pour chercher l'humanité derrière l'uniforme. »

« Tout le monde a été touché par la mort d'Arnaud Beltrame, complètement-elle. Mais on ne le connaissait pas. D'où cette envie de raconter, dans une exposition, qui sont les gendarmes,

par les mots et la peinture, mon stylo et son pinceau, en mélangeant nos regards, nos émotions. »

Alors affectée à la Sous-direction des opérations et de l'emploi (SDOE) de la direction générale de la gendarmerie nationale,

Aurélie commence à évoquer ce projet autour d'elle. « *L'idée a beaucoup plu et j'ai pu échanger avec le général Christian Rodriguez, alors major général, qui m'a encouragée et autorisée à rencontrer les gendarmes dans ce cadre.* »



## ■ Montrer la gendarmerie dans toute sa diversité

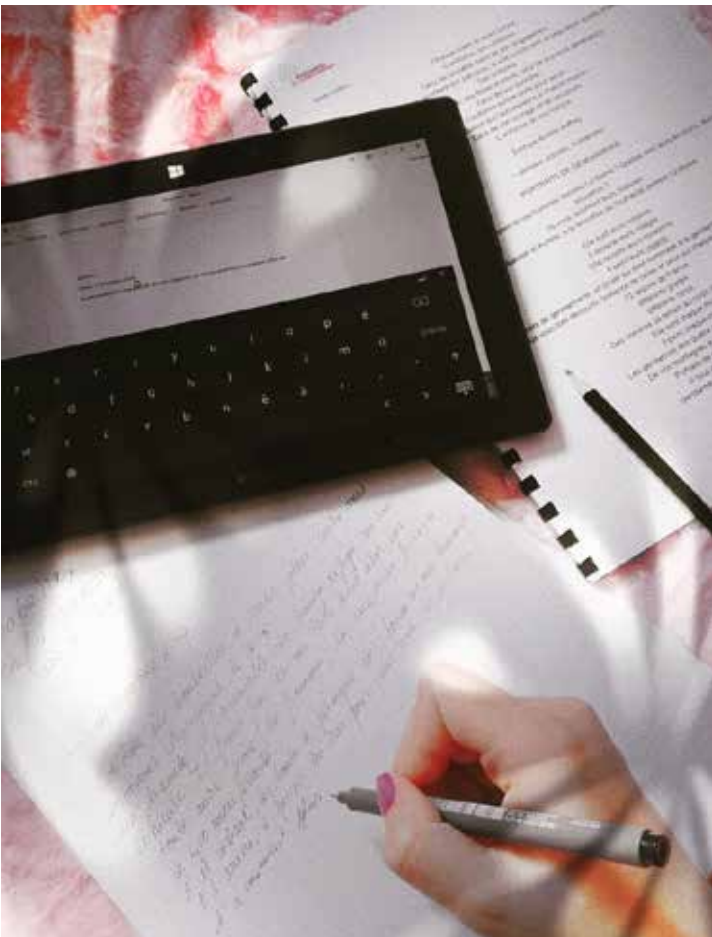
Le projet prend forme : **16 portraits à réaliser en une année, 13 en région, 2 outre-mer** et celui du général Richard Lizurey, ancien directeur général de la gendarmerie, pour représenter le reste du territoire ; des militaires de tous les grades, des femmes et des hommes, gendarmes départementaux, mobiles, de la garde républicaine et de la gendarmerie maritime ; un maître de chien, un motard, un mécano hélico... « *L'objectif était de montrer la gendarmerie dans toute sa diversité, de métiers, d'origines, de statuts* », souligne Aurélie.

Chaque portrait sera composé de trois éléments : une photo en uniforme, une peinture en civil et un texte. Ils partent à la rencontre de leurs sujets, passent plus de cinq heures avec chacun d'entre eux. Elle mène l'entretien, stylo et calepin en main, « *cherchant une émotion* », évidemment. Lui, prend plus de 500 photos. « *Parce qu'une belle photo ne fait pas forcément une belle peinture, relève-t-il. Il faut trouver la bonne expression, le bon angle...* »

« *Nous avons remarqué que celle finalement choisie était systématiquement parmi les dernières prises, note Aurélie. Quand l'interlocuteur se détend, que le masque tombe, qu'il n'y a plus de faux-semblants. À chaque fois, nous avons rencontré un gendarme et nous sommes repartis avec un ami.* »

## ■ Comme les deux pièces d'un puzzle qui s'assemblent

Aakash part peindre en Inde, avec les clichés sous le bras. « Pour ce projet qui me tenait vraiment à cœur, j'avais besoin d'être chez moi, auprès de mes parents, dans une maison où tout est



c'est être témoin d'une complicité flagrante, évidente. « *C'est peut-être paradoxal, mais nous étions faits pour nous rencontrer, confirme-t-elle. Deux pays lointains, avec des cultures très différentes, et deux personnalités aux antipodes. Et pourtant, nous sommes comme les deux pièces d'un puzzle qui s'assemblent, le Yin et le Yang. Nous avons l'impression de nous connaître depuis toujours.* »

Quand le peintre parle de l'aspect militaire, la gendarme lui répond émotion. Parce que l'artiste indien aime la France et l'armée, parce que la militaire française a une sensibilité artistique et une passion pour l'Inde. « *Parce que c'est lui, parce que c'est moi* », résume Aurélie.

art. » Elle sourit : « *Ces portraits ont voyagé, ils sont imprégnés de culture indienne.* »

Pour l'exposition, qui se tiendra au musée de la gendarmerie, à Melun, la scénographie a été soigneusement conçue. « *On y entrera comme on entrerait en gendarmerie, avec les photos en uniforme, décrit Aurélie. Puis, on découvrira les toiles très colorées d'Aakash, toute sa créativité. Chaque peinture sera accompagnée du texte en audio.* »

Observer ces deux-là ensemble,



# A NICE EMMANUEL MACRON PRÉSENTE SES PROPOSITIONS **SUR LA SÉCURITÉ** LA DROITE ATTAQUE SON BILAN

Généralisation des amendes forfaitaires, doublement de la présence policière dans les transports, budget accru de 15 milliards d'euros sur cinq ans... Le président a détaillé lundi ses propositions, bien qu'il ne soit pas encore officiellement candidat.

A trois mois du premier tour de l'élection présidentielle, la sécurité revient comme l'un des thèmes centraux de la campagne. Après Valérie Pécresse, qui a annoncé son intention de « ressortir le Kärcher de la cave » la semaine dernière, Emmanuel Macron était à Nice, lundi 10 janvier, pour présenter ses propositions sur ce thème, bien qu'il ne soit pas encore officiellement candidat.

Devant des élus et des associations, le président de la République a réitéré son intention de vouloir « doubler [le nombre de] policiers sur le terrain d'ici à 2030 ».

Cette mesure viendra en complément de la création des 10 000 postes de forces de l'ordre depuis le début du quinquennat, a-t-il précisé.

« Nous avons, ces cinq dernières années, conformément à l'engagement que j'avais pris, réinvesti dans notre sécurité », a également défendu M. Macron, sous forme de bilan.

## ■ Généralisation des amendes forfaitaires

M. Macron a par ailleurs annoncé une généralisation des amendes forfaitaires délictuelles (AFD) pour les délits sanctionnés par des peines inférieures à un an de prison.

Le président de la République a expliqué que cette généralisation de l'AFD, utilisée notamment pour lutter contre la consommation de stupéfiants, était « un élément de simplification » qui permettrait aux « magistrats de se concentrer sur les affaires plus importantes ».



### ■ **Contre les violences faites aux femmes**

Le chef de l'Etat entend doubler la présence policière dans les transports, dans le cadre d'une future loi sur la sécurité (loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur). Dans cette nouvelle loi – qui ne pourrait être votée qu'après l'élection présidentielle –, M. Macron a expliqué vouloir « doubler la présence policière (...) dans les transports en commun aux horaires où les agressions sont le plus constatées ».

Il a dit vouloir tripler à 300 euros l'amende pour harcèlement de rue, un acte qui sera qualifié de « délit ». En août 2018, une infraction d'« outrage sexiste » avait été créée par la loi pour sanctionner le harcèlement de rue, mais sans en faire un délit.

Il a enfin annoncé le doublement en cinq ans du nombre des enquêteurs préposés aux violences intrafamiliales, portant leur nombre à 4 000. Le président a, en outre, promis que la future loi sur la sécurité augmenterait de 200

le nombre des intervenants sociaux dans les commissariats et les gendarmeries, pour atteindre un total de 600.

### ■ **Création de brigades de gendarmerie en milieu rural**

Il a aussi annoncé la création de 200 brigades de gendarmerie en milieu rural afin de « remettre de la tranquillité dans les quartiers les plus ruraux ». « Les expérimentations conduites dans plusieurs départements ont prouvé l'efficacité du système, qui rapproche les forces de l'ordre de la population dans des territoires où l'empreinte des services publics est faible », a-t-il ajouté. M. Macron a ensuite dévoilé la mise en place d'une « force d'action républicaine » qui sera déployée « dans les quartiers qui connaissent des difficultés » afin d'« aider à démanteler les principaux points de deal ».

### ■ **Création d'un site unique pour la DGSJ en 2028**

Emmanuel Macron a confirmé la construction d'un site unique ac-



cueillant l'ensemble des services de renseignement. Ce site unique de la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) sera situé à Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis), dans les anciens locaux du journal Le Parisien, qui ont été rachetés par l'Etat.

Le président de la République a précisé que la création de ce site unique nécessitait « plus de 1 milliard d'euros d'investissement ». Il a ajouté que cet « investissement massif » serait inscrit dans la loi d'orientation et de programmation du ministère de l'intérieur qui sera présentée en conseil des ministres en mars. Il y aura pour la DGSI « des investissements considérables » concernant la cybercriminalité (messageries cryptées...) afin de lutter contre « ces nouveaux risques », a-t-il dit aussi. Les personnels de la DGSI devraient intégrer ce nouveau site en 2028.

### ■ Formation cyber pour lutter contre les attaques numériques

Le chef de l'Etat veut également la création de 1500 « cyberpatrouilleurs » supplémentaires et d'une école de formation cyber pour lutter contre les attaques numériques, dans le cadre d'un plan d'investissement d'un milliard d'euros. L'école de formation sera créée au sein du ministère de l'intérieur pour former les policiers, les gendarmes et les agents des services de renseignement « sur cette thématique en constante évolution », selon l'Elysée.

Par ailleurs, le chef de l'Etat a annoncé la mise en place d'un équivalent numérique de « l'appel 17 », afin que chaque citoyen puisse signaler en di-

rect une cyberattaque (virus, piratage, etc.) et être mis immédiatement en relation avec un opérateur spécialisé.

### ■ Quinze milliards en plus sur cinq ans

Autant de dispositifs qui pourraient être intégrés à la future Lopmi pour les années 2022-2027, pour laquelle Emmanuel Macron prévoit de présenter un projet de loi devant le conseil des ministres au mois de mars – pour une potentielle adoption après l'élection présidentielle.

Une augmentation du budget de la sécurité y serait prévue, de 15 milliards d'euros sur cinq ans soit, selon l'Elysée, une hausse de 25 % du budget actuel. Cet effort, qui serait historique, viendrait après celui du budget 2022 qui constituait déjà un record avec 1,5 milliard d'euros supplémentaire dédié à la sécurité.

### ■ « Emmanuel Macron a laissé la société s'ensauvager »

Au cours de cette prise de parole à Nice, il a aussi déclaré avoir « réinvesti pour lutter contre l'immigration illégale » et contre la radicalisation et « mené une action nouvelle contre la drogue » avec la création d'un organisme central pour lutter contre les trafics et les points de deal. « C'est une priorité et le restera, a-t-il ajouté. Notre devoir et notre vocation c'est de continuer à améliorer inlassablement les choses. »

A son arrivée à Nice, le chef de l'Etat a été accueilli par le maire, Christian Estrosi, qui a quitté Les Républicains (LR) pour le soutenir. Symbolique-



ment, M. Estrosi a remis au président de la République les clés du futur « hôtel des polices », devant réunir les polices nationale et municipale. Accompagné du ministre de l'intérieur, Gérard Darmanin, et de la secrétaire d'Etat Marlène Schiappa, M. Macron doit également échanger au cours de ce déplacement avec des membres des membres des forces de l'ordre, des élus, des magistrats, des associations et des Niçois.

Sur ce thème de la sécurité, M. Macron est très attaqué à droite. Son déplacement à Nice a d'ailleurs fortement déplu à Eric Ciotti, député du département et « conseiller à l'autorité » de la candidate LR, Valérie Pécresse. « Il vient déposer la première pierre factice d'un commissariat dont les travaux ne commenceront pas avant deux ans et dont la demande de permis de construire n'est même pas déposée.

Je ne cautionnerai pas cette petite manœuvre électorale », a réagi le finaliste du congrès LR au Figaro.

M. Ciotti n'était pas présent, comme le veut la tradition républicaine, pour accueillir le président de la République et a annoncé compter se rendre, au même moment, à la prison de Nice.

« L'échec Macron en matière de sécurité est celui de la faillite du en même temps sécuritaire », critique dans le même entretien le député, spécialiste des questions de sécurité. « Emmanuel Macron a laissé la société s'ensauvager et va laisser aux Français une France Orange mécanique », estime-t-il.

La semaine dernière, c'est la candidate des Républicains, Valérie Pécresse, qui a ressorti des formules chocs sur le thème de la sécurité. A l'occasion d'un déplacement dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse et d'un entretien à La Provence, elle a employé une formule à forte connotation à droite. « Je vais ressortir le Kärcher de la cave », a-t-elle assené, en référence à la formule de Nicolas Sarkozy, qui en 2005 avait promis à une habitante de La Courneuve (Seine-Saint-Denis) de « nettoyer » la cité « au Kärcher ».

Durant son déplacement jeudi, Mme Pécresse avait notamment plaidé en faveur de la création de « centres de détention provisoires », jugeant insuffisant le nombre d'exécutions des courtes peines. « Nous allons promettre de réaliser 20 000 places de prison supplémentaires (...), mais elles ne sortiront pas de terre dès l'été. (...) On va ouvrir des centres de détention provisoires dans des bâtiments désaffectés », a-t-elle expliqué depuis Salon-de-Provence.

# LA GENDARMERIE DE **LANDERNEAU** CÉLÈBRE SON TRICENTENAIRE

Avec un retard imposé par la pandémie, la gendarmerie de Landerneau a célébré, ce vendredi, son tricentenaire (1720-2020).

1720. Devenu roi quelques années plus tôt à l'âge de cinq ans, Louis XV n'est pas encore en âge de régner et la France vit sous la régence de Philippe d'Orléans. La peste signe son grand retour dans le pays faisant des ravages en Provence et décimant même la moitié de la population de Marseille (45 000 morts). On ne parle pas encore de gendarmerie mais de maréchaussée.

« Si aujourd'hui cette gendarmerie atteste d'un attachement à un ancrage territorial, elle met aussi en lumière que cet ancrage est le fruit d'une longue réflexion ainsi que l'héritage de ce que fut la maréchaussée », rappelle d'ailleurs le colonel Jean-Philippe Depriester, numéro deux des gendarmes du Finistère.

## ■ Organisation en brigades

La maréchaussée (tout comme la connétablie) est née au Moyen-Âge durant la Guerre de Cent Ans. Il s'agit alors d'un corps de cavaliers chargé, sous l'Ancien Régime, de maintenir

l'ordre dans les armées en luttant notamment contre la désobéissance et la désertion. Entre autres. Si la connétablie est supprimée au XVIII<sup>e</sup> siècle, la maréchaussée demeure et son autorité ne se cantonne plus aux seuls militaires mais s'étend à l'ensemble de la population. Elle disparaît en 1791 au profit de la gendarmerie nationale.

Pourtant, c'est bien 1720 qui est l'année prise en compte pour célébrer le tricentenaire de la gendarmerie de Landerneau. Pourquoi ? Parce que c'est celle qui marque l'entrée en vigueur du concept de brigade. Celle de Landerneau a d'abord pris ses quartiers dans la Maison de la Duchesse Anne également appelée, à juste titre, Maison de la Sénéchaussée (ou encore Hôtel de Rohan). Elle y restera jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> s.

## ■ Un temps à Kergreïs

En 1890, la gendarmerie de Landerneau s'installe en effet rue Hervé Dunant. Mais, en 1976, jugé vétuste et inadapté, le bâtiment est détruit. Il en faut un autre. Le nouveau sera construit en lieu et place de l'ancien pour un coût de 2,5 millions de francs.



“ Mais, construit en 1978, le bâtiment actuel ne correspond plus aux standards d'aujourd'hui. En outre, il ne permet pas aux gendarmes, mobilisables 24 h/24 h, de loger sur place.

Mais que fait-on des militaires pendant la démolition et la reconstruction ? Ces derniers seront relogés pendant un an et demi dans la Cité Caventou, à Kergreïs. Trop éloigné du centre-ville regrette alors l'adjutant-chef Cordier. Ce dernier pourra pousser un « ouf » de soulagement lorsqu'en mai 1978, la nouvelle gendarmerie est inaugurée par le député Louis Goasduff.

Mais, le neuf ne le reste jamais très longtemps et la compagnie de gendarmerie de Landerneau attend aujourd'hui la construction d'une nouvelle caserne.

Avec, notamment, la disparition de la Police nationale en 2004, les effectifs de la gendarmerie n'ont cessé de grimper. Entre la brigade territoriale, la brigade de recherche, le Psig et le groupe de commandement, la caserne de Landerneau compte 50 militaires.

Mais, construit en 1978, le bâtiment actuel ne correspond plus aux standards d'aujourd'hui. En outre, il ne permet pas aux gendarmes, mobilisables 24 h/24 h, de loger sur place. Ce que devra permettre la nouvelle gendarmerie qui sera construite zone du Bois Noir. La ville va en effet y acheter un terrain sur lequel Finistère habitat va construire le bâtiment en question qui sera ensuite loué à la gendarmerie.

Début des travaux en 2024  
Ce vendredi, le colonel Jean-Philippe Depriester a détaillé le calendrier prévisionnel de ce nouveau projet : choix du terrain en 2022, plan en 2022-2023, début des travaux en 2024, réception de la nouvelle caserne en 2026.

# LES GENDARMES ARDÉCHOIS EXPÉRIMENTENT UNE BRIGADE **DE CONTACT MOBILE**

À l'occasion de la venue en terres ardéchoises du ministre de l'Intérieur et du ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargé des Comptes publics, ce vendredi 28 janvier, le groupement de gendarmerie départementale a présenté son dispositif de Brigade de contact mobile, expérimenté depuis l'été 2021.

En déplacement en Ardèche ce vendredi 28 janvier, Gérard Darmanin, ministre de l'Intérieur, et Olivier Dussopt, ministre délégué auprès du ministre de l'Économie, des Finances et de la Relance, chargé des Comptes publics, se sont rendus à Coucouron, où ils ont inauguré la Brigade de contact mobile (BCM), en présence des élus du canton de Haute Ardèche.

Une brigade itinérante couvrant 21 communes de la Haute Ardèche. Fruit de la mise en œuvre de la Police de sécurité du quotidien (PSQ), ce concept de brigade itinérante a été expérimenté sur le secteur de la Communauté de brigades (COB) de Lanarce dès l'été 2021, afin de permettre aux gendarmes d'aller au plus près de la population de cette circonscription de 580 km<sup>2</sup>, comptant 21 communes et 4 051 habitants.

Pour ce faire, le Groupement de

gendarmerie départementale de l'Ardèche (GGD 07) s'est vu attribuer, dès février 2021, un camping-car issu des avoirs criminels, qu'il a fallu aménager, avec un espace d'accueil ouvert sous l'auvent et un autre plus en retrait pour les auditions, et équiper de tous les outils modernes nécessaires pour l'accueil du public et le travail en mobilité.

Dûment sérigraphié aux couleurs de la gendarmerie, le véhicule dispose notamment d'une station informatique Ubiquity connectée à l'Intranet gendarmerie et d'une imprimante, d'un téléphone NEOGEND, d'une passerelle radio et de postes TPH900 pour les patrouilles.

La BCM se compose idéalement de quatre personnels, deux militaires d'active et deux de réserve. Pendant qu'un binôme mixte assure l'accueil du public au niveau du véhicule, le second patrouille, à pied ou à vélo,



afin d'aller au contact des élus, des commerçants et de la population en général. Patrouilles pour lesquelles deux VTT sont d'ailleurs mis à la disposition de la gendarmerie par le Syndicat mixte de la montagne ardéchoise (SMMA).

Cette brigade itinérante est ainsi en mesure d'offrir tous les services d'une unité classique (dépôt de plainte, information, signalement de faits, actes de procédure simples), tout en assurant une présence sur le terrain, permettant de remplir tout à la fois des missions de contact, de renseignement, de prévention...

Suivant un calendrier défini à l'avance au regard des jours d'affluence prévisibles (marchés, animations culturelles, expositions, fêtes de village, etc.), elle assure des points d'accueil dans les communes de Saint-Étienne-de-Lugdarès et de Courouron, ainsi que, ponctuellement, à Le Béage et Saint-Laurent-les-Bains. En tant que de besoin, et en fonction de ses disponibilités, elle peut également se déplacer dans d'autres communes du secteur de la COB de Lanarce à l'occasion de la survenue d'événements particuliers.

#### Inauguration des locaux du groupement de l'Ardèche

Le déplacement des ministres s'est poursuivi à Privas, chef-lieu du département de l'Ardèche, à la caserne Rampon, où ils ont cette fois inauguré les locaux réhabilités du GGD 07. Cette caserne, datant de 1860 et qui souffrait de multiples signes de vieillesse, a en effet fait l'objet de travaux d'ampleur de septembre 2016 à avril 2019, principalement de rénovation énergétique, pour un

montant total de plus de 2,4 millions d'euros. Outre l'aspect esthétique lié à la rénovation extérieure des bâtiments, l'économie énergétique est de l'ordre de 50 %.

À cette occasion, revenant sur l'augmentation des effectifs dans le groupement de l'Ardèche depuis 2017, Gérald Darmanin a annoncé que « 12 gendarmes supplémentaires viendront renforcer les effectifs à Annonay » en 2022.



# MENACES NUMÉRIQUES :

## DE NOUVEAUX OUTILS POUR LA GENDARMERIE DE L'EURE

Pour faire face aux nouvelles menaces venues d'Internet, la gendarmerie continue sa mue et se dote de nouveaux outils. Entretien avec Emmanuel Gros, patron des gendarmes de l'Eure.



La gendarmerie opère sa transformation numérique avec des nouveaux outils pour s'attaquer aussi bien à la cyberdélinquance qu'à l'anticipation de futurs cambriolages. Le point avec le colonel Emmanuel Gros, qui commande le groupement de gendarmerie de l'Eure.

### ■ Quelle est l'utilité du nouveau logiciel Ubiquity ?

Emmanuel Gros : « Ubiquity, en fournissant une solution de travail en mobilité, est une véritable révolution : nous passons d'une logique de service au guichet à une logique de

service sur le pas-de-porte. Toujours plus présents sur le terrain et en proximité, toujours plus au contact des Français : c'est notre objectif. Il s'agit de permettre davantage de proximité avec nos concitoyens, sans contrainte pour l'usager comme pour le gendarme. Le PC Ubiquity propose donc le même environnement de travail que le PC Intranet, avec la capacité de se connecter au système d'information de la gendarmerie depuis n'importe quel accès Internet (Wifi, filaire, clé 4G). »

### 900 TÉLÉPHONES SÉCURISÉS À PARTIE DE MARS

### ■ Les gendarmes vont-ils également être équipés, comme les effectifs de police, de téléphones sécurisés par le programme NEO ?

« Le programme NEO 2 comprend non seulement le renouvellement du parc de téléphones portables NEO 1, mais aussi, pour la gendarmerie, l'extension du nombre d'utilisateurs à tous les personnels de l'institution. Il implique une manœuvre technologique et



logistique conduite en transversalité, pour une dotation progressive des unités à compter de mars 2022. Ce sont 900 NEO 2 qui seront déployés au sein de la gendarmerie de l'Eure à compter de mi-mars. Tous les gendarmes du département seront ainsi dotés. L'objectif pour la gendarmerie est de pouvoir monter en gamme dès 2022, afin d'être prêts à l'automne 2023 pour la Coupe du monde de rugby, puis les jeux Olympiques de Paris en 2024. »

« **NOUS SOMMES TOUS DES VICTIMES POTENTIELLES** »

■ **Dans quels domaines la gendarmerie pourrait encore bénéficier d'innovations ?**

« Hier limitée à l'escroquerie financière, la délinquance dans le cyberspace est désormais multiforme et sa surface d'attaque ne cesse d'augmenter. Nous sommes tous des victimes potentielles : l'État, les entreprises, les collectivités territoriales, et bien sûr les citoyens. En 2021, plus de 100 000 cyberattaques ont été enregistrées, en augmentation de 22 % par rapport à l'année précédente, et la tendance est exponentielle. Ces chiffres reflètent très insuffisamment la réalité puisqu'on estime que, pour une plainte reçue, il y aurait plus de 250 attaques non signalées. Dans ce contexte, notre ambition est d'assurer la sécurité de nos concitoyens, où qu'ils se trouvent, dans le cyberspace comme dans l'espace physique. Il ne doit pas y avoir de zone de non-droit.

D'où la création du Commandement de la gendarmerie pour le cyberspace : le ComCyberGend. Pour une approche globale inédite sont désormais réunis, sous un commandement unique, tous les moyens nécessaires pour remplir

“ Les nouveaux moyens techniques de la gendarmerie doivent permettre « davantage de proximité avec les citoyens », assure Emmanuel Gros, patron des gendarmes de l'Eure.

nos missions dans le cyberspace : l'accueil numérique du citoyen, la prévention, l'investigation, l'appui aux enquêteurs et l'expertise de haut niveau. Parce que l'on ne peut relever seul le défi de la cybersécurité, les partenariats seront aussi largement développés.

La gendarmerie traite l'information depuis toujours, elle doit désormais savoir traiter les données. Notre but est que nous réussissions, grâce à l'intelligence artificielle, et dans le respect des règles de protection des données, à confier "au bon gendarme, au bon moment, sur le bon support, la bonne donnée", et tout cela de façon automatique.

Le futur proche c'est l'affichage automatique sur NÉOGEND des numéros de téléphone des commerçants ou exploitants agricoles potentiellement menacés après un cambriolage voisin, l'apparition automatique sur une tablette de la fiche d'un malfaiteur dont vous venez d'avoir le signalement ou encore des notifications qui signaleraient, alors que vous entamez la rédaction d'une procédure sur une situation de violence intrafamiliale, les dernières modifications de la procédure pénale sur ce thème.

**C'est ça, la transformation numérique que nous voulons. Pour qu'elle soit utile au terrain. »**



# PRÈS DE ROUEN LES GENDARMES VEULENT UTILISER

## L'APPLI PANNEAUPOCKET

Les gendarmeries autour de Rouen viennent de créer des comptes PanneauPocket pour informer, notamment en zone rurale, les habitants sur des événements en cours.

Depuis le début 2022, la plupart des gendarmeries de la Seine-Maritime, dont celles autour de Rouen, ont créé un compte PanneauPocket. **Quézaco ?**

C'est l'application – consultable sur smartphone, sur ordinateur et parfois sur des panneaux lumineux des mairies – qui permet notamment en zone rurale une information rapide et brève. La plupart des mairies s'en servent pour annoncer des événements, pour donner des dates de permanence, pour expliquer des travaux par exemple. Mais les gendarmes ?

### ■ ACCIDENTS, APPELS À TÉMOIN, OPÉRATIONS

« L'application va avoir de très nombreuses occasions de servir », explique le lieutenant Rodolphe Cadart, patron de la communauté de brigades (COB) de Montville. « En créant un compte, et pour autant que les habitants s'y abonnent, nous allons pouvoir les



Désormais la gendarmerie, comme notamment ici à Montville, pourra transmettre des alertes via l'application PanneauPocket





*informer en temps réel d'événements susceptibles de les affecter dans leur quotidien ».*

Les gendarmes, sauf accord express des municipalités pour des événements particuliers, n'envisagent pas pour l'instant de communiquer des informations sur les panneaux lumineux.

C'est via les smartphones et éventuellement les ordinateurs qu'ils comptent délivrer leurs messages.

*« On pourra annoncer les opérations tranquillité vacances, mettre en garde les habitants si on constate une recrudescence de cambriolages, prévenir en cas d'accident perturbant la circulation »*, souligne le lieutenant Cadart.

Côté judiciaire, cet investissement sur les réseaux pourra éventuellement permettre de passer des appels à témoin.

Par contre, il n'est pas prévu que les gendarmes communiquent par ce biais des informations sur des affaires résolues.

### ■ TOUTES LES GENDARMERIES CONCERNÉES

*« L'intérêt de ce système est de nous permettre de communiquer en temps réel. Chaque brigade ou communauté de brigades a un compte »*, insiste le colonel Jean-Pascal Château, en charge du dispositif.

« Nous avons pour l'instant 18 comptes sur le département. Le centre opérationnel de la gendarmerie (le 17 en zone rurale) a aussi la possibilité d'intervenir sur ces comptes. C'est important sachant que la gendarmerie veille sur 648 des 708 communes de la Seine-Maritime ».

*« Actuellement, le dispositif monte en puissance. On le fera évoluer et il*



*n'est pas exclu de se servir à l'occasion des panneaux lumineux dans les communes »*, rajoute le colonel.

**Pour l'instant les messages postés par les gendarmes, en phase de rodage, sont assez institutionnels : la COB de Montville a détaillé ses horaires et ceux de Quincampoix tandis que les autres brigades ont pour l'instant simplement signalé leur présence sur le réseau.**

# LES GENDARMERIES

## TERRE D'ACCUEIL DU SERVICE NATIONAL UNIVERSEL

Is ont entre 15 et 17 ans. Ils vont découvrir la gendarmerie. Pour la bonne cause... Depuis ce lundi 7 février, 20 jeunes de l'Oise et du Val d'Oise (parmi lesquels 11 filles) sont accueillis à la caserne de Clermont. Revêtus de l'uniforme bleu des cadets, ils vont partager toute la semaine le quotidien mouvementé des gendarmes.

« Dans la vie courante, je me sens très citoyenne. J'aime aider les autres et le respect de la loi », explique Alexia, en terminale de bac pro boulangerie-pâtisserie à Breuil-le-Vert. Tandis que cet élève en électricité au lycée Paul-Langevin de Beauvais ne veut rien devenir d'autre « que gendarme dans un PSIG ou une brigade d'autoroute. »

Après un séjour de cohésion en juin dans un autre département, tous ces jeunes poursuivent au pas de charge leur service national universel (SNU), cette fois à domicile. Lancée en 2018, cette mesure phare du gouvernement se veut « un creuset républicain » et même une opportunité pour la cohésion nationale. Toutefois, la crise sanitaire avait contrarié le lancement du SNU et donc ses premières missions d'intérêt général, sorte de stage collectif visant à renforcer l'engagement, comme ici chez les gendarmes de Clermont. Avant de devenir obligatoire en 2024, le SNU s'effectue sur la base du volontariat. Une quarantaine d'organisations et

d'institutions (armée, associations dans des domaines très divers, etc.) proposaient 170 places dans les Hauts-de-France ; 120 ont été prises.

### DANS LES PAS DES GENDARMES EN MISSION

« Nous n'allons pas les exposer à des missions dangereuses. Mais ils pourront assister à des contrôles routiers ou encore à des constats de cambriolage », explique le colonel Vieillard-Baron, patron des gendarmes de l'Oise. « Le but est de les émerveiller pour plus tard avoir des gendarmes issus du département », songe encore David Grandemange, chef de l'État-major au groupement. « Habituellement, les vacances, c'est regarder des séries », confesse cette lycéenne. Au contact des gendarmes, elle espère « découvrir le vrai visage de la société. »

« L'Éducation nationale travaille très étroitement avec la gendarmerie sur le harcèlement, la sécurité, l'école de la République », explique pour sa part le recteur Raphaël Muller. Le député LR Maxime Minot rappelle, lui, que le SNU « a fait l'objet d'un long débat à l'Assemblée car il s'agit d'un gros budget pour l'État. »

Quant à la préfète Corinne Orzechowski, elle salue « une forme de courage car ce n'est pas forcément bien vu, quand on est jeune, de s'engager auprès des gendarmes. »



### ■ POUR S'INSCRIRE...

Le SNU comprend un séjour de cohésion, une mission d'intérêt général, puis une période d'engagement facultative de trois mois. Les prochains séjours de cohésion débuteront du 13 au 25 février 2022. Deux centres des Hauts-de-France accueilleront 200 volontaires picards et du Nord-Pas-de-Calais à Dunkerque et Maisnil-lès-Ruitz. Pour les prochains séjours, du 12 au 24 juin et du 3 au 15 juillet 2022, les inscriptions sont ouvertes jusqu'au 31 mars.

Ce lundi 7 février, 20 jeunes ont été accueillis à la gendarmerie de Clermont. Venus de tout le département, ils appartiennent à la première promotion du SNU, pour service national universel, et ont choisi d'effectuer le leur au sein de la gendarmerie.

Ce matin, ils ont pu échanger avec plusieurs personnalités de la vie départementale : la préfète Corinne Orzechowski, le député Maxime Minot, le Recteur Raphaël Müller et le colonel Tugdual Vieillard-Baron, qui commande le groupement de gendarmerie de l'Oise.

Ces 20 jeunes sont peut-être les gendarmes de demain.

Et pour accompagner leur engagement à découvrir le milieu des forces de l'ordre, l'association des cadets de la gendarmerie nationale de l'Oise a mis les petits plats dans les grands : elle leur a financé des uniformes et prend en charge les sorties et autres périodes de cohésion notamment. Un travail mené de front entre l'association présidée par le Lieutenant-Colonel (RCDS – réserve citoyenne de défense et de sécurité) Guy Heringer et le Lieutenant-Colonel David Grandemange, qui dirige la



formation au sein du groupement de gendarmerie de l'Oise.

Après les explications données au sein de leur établissement scolaire, ces jeunes de 16 à 18 ans ont passé 15 jours en internat afin de se familiariser avec le milieu de la gendarmerie. La deuxième phase est celle dite de missions d'intérêt général de 84 heures, durant lesquelles ils vont pouvoir par exemple être présents lors des cérémonies patriotiques, ou assurer la sécurité des courses cyclistes du CCNO, club nogentais. Ce temps est aussi entrecoupé de moments en brigades, toujours encadré par un militaire, afin de mieux appréhender le métier.

Bonne nouvelle pour les jeunes qui seraient intéressés pour la prochaine promotion : elle devrait accueillir non pas 20 jeunes, mais 30.



# LE STATUT MILITAIRE DES GENDARMES PROTÉGÉ PAR LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

La décision rendue par le Conseil constitutionnel le 17 janvier 2019, M. Jean-Pierre F. pourrait être présentée comme un bel exemple d'« effet boomerang » de la procédure de question prioritaire de constitutionnalité (QPC). La famille du jeune homme décédé durant une manifestation particulièrement violente des opposants au barrage de Sirvens, avec l'appui de la Ligue des droits de l'homme comme tiers intervenant, mettait en cause la constitutionnalité de l'article 697-1 du code de procédure pénale (cpp), plus précisément de son alinéa 3, qui prévoit que les juridictions spécialisées en matière militaire sont compétentes pour connaître des infractions commises par les militaires « dans le service du maintien de l'ordre ». Le Conseil constitutionnel écarte cette QPC. En affirmant la constitutionnalité de cette attribution de compétence, il reconnaît ainsi la spécificité de la gendarmerie en raison même de son appartenance aux forces armées. Autant dire que le

résultat obtenu est rigoureusement contraire à ce qu'attendaient les requérants. Le moyen développé à l'encontre de cette disposition est unique. Il repose sur une atteinte au principe d'égalité devant la loi. Les policiers sont en effet poursuivis devant les juridictions ordinaires, alors que les gendarmes relèvent de ces juridictions spécialisées. Les victimes doivent donc se tourner vers des tribunaux différents selon les cas.

## ■ JURIDICTION D'EXCEPTION, JURIDICTION SPÉCIALISÉE

Il ne faut évidemment pas faire de confusion et imaginer le spectre de la juridiction d'exception, notion employée en langage courant pour désigner un tribunal méprisant les garanties essentielles de l'État de droit, souvent composé de personnes soumises au pouvoir en place et ignorant les règles élémentaires des droits de la défense. En l'espèce il s'agit de juger des militaires, et il est tentant de dire, ou à tout le moins de



laisser entendre, que la juridiction a été créée et organisée dans le seul but de les soustraire à la justice de droit commun et de leur garantir une plus grande indulgence.

Hélas, tout ce discours relève, en l'espère, du pur fantasme. L'article 697 cpp affirme seulement que « dans le ressort de chaque cour d'appel, un tribunal de grande instance est compétent pour l'instruction et, s'il s'agit de délits, le jugement des infractions mentionnées à l'article 697-1 ». La juridiction d'exception n'est finalement qu'un tribunal ordinaire auquel a été attribué compétence pour juger de ces affaires dans sa formation correctionnelle. Autant dire que nos gendarmes sont jugés par les mêmes juges que n'importe quel citoyen, et que les policiers lorsqu'ils commettent une infraction dans le cadre du maintien de l'ordre.



**Ah ! Que j'aime les militaires !**  
La Grande Duchesse de Gerolstein. Offenbach  
Dame Felicity Lott. Les Musiciens du Louvre. Direction Marc Minkowski. Mise en scène Laurent Pelly, 2004



Le requérant s'appuie toutefois sur le fait que les règles de procédure sont un peu différentes. L'article 698-1 cpp précise ainsi qu'en matière délictuelle l'action publique est mise en mouvement par le procureur et non pas sur plainte de la victime. Il peut agir soit sur dénonciation du ministre de la défense ou des autorités militaires sur le fondement de l'article 40 al. 2 cpp, soit de sa propre initiative. Dans ce cas cependant, il doit demander l'avis du ministre de la défense ou de l'autorité militaire, mais il convient d'observer que cet avis est purement consultatif, le procureur demeurant libre de poursuivre la procédure.

#### ■ LE PRÉCÉDENT DE 2015

Ces différences sont-elles suffisantes pour constituer une rupture du principe d'égalité ? Sans doute pas. Dans sa décision QPC du 24 avril 2015 Mme Christine M., épouse C., le Conseil constitutionnel s'est en effet déjà prononcé sur ces deux éléments distinctifs de la procédure. Il a considéré que le législateur avait pu légitimement limiter la mise en mouvement de l'action publique au seul procureur. La finalité de ce texte est de réduire « le risque de poursuites pénales abusives exercées par la voie de la citation directe en imposant une phase d'instruction préparatoire » destinée à

vérifier les faits et les circonstances dans lesquelles ils se sont produits, d'autre part à s'assurer qu'ils constituent bien une infraction. Cette restriction est n'est pas excessive aux yeux du Conseil constitutionnel dans la mesure où elle est justifiée par « les contraintes inhérentes à l'exercice de leurs missions par les forces armées », et surtout dans la mesure où la victime peut toujours se constituer partie civile.

L'analyse du second alinéa de l'article 698-1 cpp, qui impose au procureur de solliciter l'avis du ministre de la défense ou des autorités militaires est à peu près de même nature. Le Conseil fait observer en effet que, dans l'hypothèse où le procureur ne donne pas suite après l'avis, rien n'interdit à la victime de porter plainte, cette fois auprès du juge d'instruction si une information a été ouverte, ou encore de saisir le juge civil d'une demande de réparation du préjudice qu'elle dit avoir subi du fait des activités de maintien de l'ordre. Dans ces conditions, le Conseil estime que ces règles de procédure ne portent pas d'atteinte substantielle au droit d'exercer un recours effectif devant une juridiction.

Face à cette jurisprudence récente, le requérant de 2019 était juridiquement bien faiblement armé, et la décision rendue est donc loin de surprendre.

Le Conseil constitutionnel aurait pu, comme d'ailleurs l'y invitait le Secrétariat général du gouvernement, invoquer le principe très compréhensif de « bonne administration de la justice » pour justifier une attribution de compétence à une formation de jugement qui ne lèse pas réellement les droits des victimes.

## ■ LE STATUT MILITAIRE

Mais le Conseil va plus loin, et il défend la spécificité de la Gendarmerie. Il rappelle qu'elle « relève des forces armées » et que les militaires de la Gendarmerie, comme ceux des autres forces armées, « sont soumis aux devoirs et sujétions de l'état militaire ». Ils sont soumis à un droit pénal spécial défini dans le code de justice militaire qui prévoit des infractions spécifiques et des peines qui, telle la destitution ou la perte de grade, ne figurent pas dans l'échelle des peines infligées aux civils. L'activité de maintien de l'ordre n'échappe pas à cette spécificité, au seul motif que les policiers l'exercent également.

En effet, c'est cette particularité même du statut militaire qui fait que les gendarmes ne sont pas placés dans la même situation que les policiers au regard des poursuites dont ils peuvent être l'objet. On peut évidemment s'interroger sur les motifs réels de cette QPC. Sur le fond, elle n'avait guère de chance de prospérer, l'essentiel de l'organisation de ces juridictions spécialisées ayant déjà déclaré conforme à la Constitution en 2015. S'agissait-il alors d'une tentative pour obtenir qu'un nouveau pas soit franchi dans le rapprochement entre la Gendarmerie et la police nationale ? On sait que la loi du 3 août 2009 a placé les gendarmes sous l'autorité fonctionnelle du ministre de l'intérieur, sans pour autant leur retirer leur état militaire. Certains voudraient sans doute aller plus loin, vers la création d'une force de police unique et entièrement civile. La décision du 17 janvier 2019 leur oppose une fin de non-recevoir, et le statut militaire de la Gendarmerie se voit ainsi renforcé, contre toute attente.

# LA 110<sup>E</sup> PROMOTION

## D'ÉLÈVES GENDARMES À DINÉAULT BAPTISÉE

Le général Christian Devy a présidé la cérémonie du baptême de la 110e promotion d'élèves-gendarmes, en présence de Claire Maynadier, sous-préfète de Châteaulin et Christian Horellou, maire de Dinéault.

Le général Christian Devy a présidé la cérémonie du baptême de la 110e promotion d'élèves-gendarmes, en présence de Claire Maynadier, sous-préfète de Châteaulin et Christian Horellou, maire de Dinéault.

La cérémonie de baptême de la 6e compagnie d'élèves-gendarmes, commandée par le capitaine Laurent Rié, a été présidée, mercredi après-midi, à Dinéault, par le général Christian Devy, en présence de Claire Maynadier sous-préfète de Châteaulin, de Christian Horellou, maire de Dinéault, et Joël Blaise de Plomodiern.

C'est sous les ordres de la colonelle Sophie Merceron que les 103 élèves (25 femmes et 78 hommes) issus de ces huit mois de formation ont reçu leurs galons de gendarmes, avec comme parrain de leur promotion Jean-Louis Scotet, résistant de Spézet.





# EN ARIÈGE, **JEAN CASTEX** INAUGURE UNE NOUVELLE BRIGADE



En déplacement en Ariège le samedi 5 février, le Premier ministre a inauguré les nouveaux locaux de la brigade de gendarmerie de Lavelanet.

Fin janvier, Emmanuel Macron annonçait la création de 200 brigades de gendarmerie en milieu rural d'ici 2030, conformément à sa volonté d'avoir « plus de bleu sur le terrain. »

Depuis, les inaugurations se sont multipliées, de l'Ain au Jura, en passant par le Pas-de-Calais.

Plus récemment encore, Gérald Darmanin inaugurait la première brigade mobile de gendarmerie. Basée en Ardèche, cette brigade itinérante offre tous les services d'une unité classique (dépôt de plainte, information, signalement de faits, actes de procédure simples), tout en assurant une présence sur le terrain, permettant de remplir tout

à la fois des missions de contact, de renseignement, de prévention... Le ministre de l'Intérieur avait alors profité de ce déplacement pour inaugurer les nouveaux locaux de la caserne Rampon, dans le même département.

Samedi 5 février, c'était au tour de Jean Castex d'inaugurer les nouveaux locaux de la brigade de gendarmerie de Lavelanet, en Ariège. Intégrée au sein de la compagnie de Foix, la zone de compétence de la brigade territoriale autonome de Lavelanet s'étend sur vingt-neuf communes.

Elle couvre ainsi la partie sud-est du département de l'Ariège, depuis l'Aude jusqu'à Foix.

Cette nouvelle caserne se compose d'un bâtiment administratif et technique, d'un logement pour l'hébergement de cinq gendarmes adjoints volontaires, de 16 logements pour des gendarmes d'active, d'une aire de lavage et d'une cour de service. L'ensemble des 21 militaires travaillent et logent sur ce site de plus de 8 000 m<sup>2</sup>.

Après le traditionnel coupé de ruban inaugural et le dévoilement de la plaque, le Premier ministre a mis à l'honneur deux jeunes gendarmes qui ont sauvé un couple lors des inondations de janvier dernier en Ariège, en leur remettant la médaille pour acte de courage et de dévouement.

# LES BONS GENDARMES ROULERONT EN ALPINE, LES PUNIS EN **PEUGEOT 3008 HYBRIDE**

Après la livraison de 26 Alpine, qui ont beaucoup fait parler d'elles, la gendarmerie va recevoir des... Peugeot 3008 hybride. Il en faut pour tout le monde.

« Ce n'est pas avec des Alpine qu'on va arrêter les voyous, il n'y a que deux places » oui, certains ont osé faire ce genre de remarque... Bien sûr, vous l'aurez compris les nouvelles Alpine A110 de la gendarmerie n'ont pas été acquises pour faire de la patrouille. Il s'agit des nouveaux véhicules destinés, par exemple, à l'interception de trafiquants de drogue sur autoroute (go fast).

Cette fois, la gendarmerie nationale a pris livraison de **395 unités du Peugeot 3008 Hybrid rechargeable**. Des exemplaires sérigraphiés et équipés suivant un cahier des charges bien précis (peinture, équipements, etc).

Coupé sportif ou SUV hybride, ça va faire des jaloux

Blague à part, les Peugeot 3008 hybrides seront un vrai atout pour les autorités selon Peugeot, puisque la motorisation électrique permettrait « une approche discrète lors des patrouilles ».



Avec une puissance cumulée de **225 ch et 360 Nm de couple**, le SUV sera l'allié idéal pour nos gendarmes, surtout dans la  **finition Allure et équipé de la boîte eAT8**.

Les véhicules sont fabriqués à l'usine Stellantis de Sochaux, et transformés par l'EGP d'Hordain, carrossier référencé pour l'ensemble des véhicules sérigraphiés du Groupe.

# LA GENDARMERIE

## SUR LE PODIUM DES 5<sup>E</sup> CHAMPIONNATS DE FRANCE MILITAIRE DE HANDBALL

Organisée pour la première fois par un groupement de gendarmerie, la 5<sup>e</sup> édition des championnats de France militaire de handball s'est déroulée du 15 au 17 février 2022, à Chambéry. Une vraie réussite, notamment pour l'équipe féminine de la gendarmerie.

Dans les locaux du Chambéry Savoie Mont-Blanc Handball, le club de handball de l'agglomération, aussi appelé Groupama Académie, plus de 150 athlètes, issus de la gendarmerie, de l'armée de Terre, de la Marine et de l'armée de l'Air et de l'Espace, se sont affrontés pour remporter le titre de champion de France militaire de handball.

Au total, pour cet événement organisé par le groupement de gendarmerie départementale de Savoie, avec l'aide du club de handball, huit équipes étaient présentes, soit deux équipes (une féminine et une masculine) par corps d'armée.

### ■ LES FÉMININES CONSERVENT LE TITRE

Les deux équipes de la gendarmerie, sacrées championnes de France militaire de handball lors des derniers championnats en 2019, ont ainsi remis leur titre en jeu.

Un titre que l'équipe féminine s'est empressée de récupérer, raflant la



première place du podium à l'armée de Terre, arrivée deuxième devant la Marine (3<sup>e</sup>) et l'armée de l'Air et de l'Espace (4<sup>e</sup>). Du côté des hommes, en revanche, le titre de champions de France militaire a quitté l'institution pour être remis aux sportifs de l'armée de Terre.

À l'issue de matches intenses, l'équipe masculine de la gendarmerie a tout de même réussi à décrocher une troisième place devant la Marine (4<sup>e</sup>) et derrière l'armée de l'Air et de l'Espace (2<sup>e</sup>).

### ■ RENFORCER LE LIEN ARMÉES-NATION

Pour soutenir les athlètes militaires de tous grades et de toutes spécialités, les spectateurs ont été nombreux à faire le déplacement, et pour

cause. Pour la première fois depuis sa création en 2016, le championnat s'est déroulé, non pas au sein d'une caserne militaire, mais dans un lieu civil, ouvert à tous, l'académie de handball de Chambéry.

À travers cette collaboration, la gendarmerie a souhaité ouvrir l'événement non plus seulement aux militaires, mais à l'ensemble de la population (écoles, centres aérés, autres clubs sportifs,...). Une volonté pour l'institution de remettre le lien armées-Nation au cœur des échanges, en partageant avec les spectateurs, les valeurs communes de solidarité et de fair-play.

Toujours dans l'optique de renforcer ce lien armées-Nation, plusieurs stands ont été mis en place en parallèle des matches. La gendarmerie a ainsi présenté le PGHM (Peloton de Gendarmerie de Haute Montagne), le PSIG (Peloton de Surveillance et d'Intervention de la Gendarmerie), les gendarmeries mobile et départementale,... L'armée de Terre a également répondu présent avec

la venue du 13<sup>e</sup> BCA (Bataillon des Chasseurs Alpins).

### ■ UNE REMISE DE TROPHÉES ÉTOILÉE

Pour la remise des trophées et des prix, là aussi le groupement de gendarmerie de la Savoie et le club ont vu les choses en grand. Les trophées des équipes championnes de France militaires ont été remis, pour les femmes, par le lieutenant-colonel Jean-Paul Schill, délégué militaire départemental adjoint, Guillaume Gille, sélectionneur de l'équipe de France masculine et son adjoint, Érick Mathé, également entraîneur du Chambéry Savoie Mont-Blanc Handball.

Deux personnalités emblématiques du handball français qui, au côté du général Gilles Darricau, officier général de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, ont également remis le premier prix à l'équipe masculine de l'armée de Terre, sacrée championne de France militaire.



# AAMFG

**L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie est membre de l'Entente Gendarmerie et fait partie des associations signataires de la Charte des associations avec la Direction Générale.**

L'AAMFG apporte son expérience à tous ses membres.

Vous avez besoin d'aide pour faire face à une situation d'urgence, d'un renseignement, un problème qui touche votre famille (membre ou non), vous pouvez nous contacter directement.

Pour contacter un membre du bureau national, du conseil d'administration ou une de nos antennes :

## LES RESPONSABLES

### Mme Murielle NOEL

#### Présidente Nationale

35, Les Planèzes  
23400 BOURGANEUF  
muriellenoel@aamfg.fr  
06 87 18 26 67

### Fabienne GOESLIER-CHALLES

#### Vice présidente

70, rue des Capucins  
41200 ROMORANTIN LANTHENAY  
fabiennechalles@aamfg.fr  
06 86 30 17 40

### Christine ROBIN

#### Secrétaire générale

155, chemin de Baylot  
33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC  
christinerobin@aamfg.fr  
06 62 63 33 55

### Virginie RODRIGUEZ

#### Responsable entraide

4E rue du G<sup>al</sup> Audibert 35200 RENNES  
virginirodriguez@aamfg.fr  
06 26 88 06 09

### Marianne BARALE

86 impasse Héra - Bat C2  
83160 LA VILETTE DU VAR  
mariannebarale@aamfg.fr  
06 65 65 39 23

### Christelle PINGEOT

87250 BESSINES SUR GARTEMPE  
christellepingeot@aamfg.fr  
06 22 26 60 59

### Anne MARTINEZ

162 rue de l'Arnel 34070 MONTPELLIER  
06 50 49 68 49 - annemartinez@aamfg.fr

## POURQUOI ADHÉRER ?

[www.aamfg.fr](http://www.aamfg.fr)



L'Association d'Aide aux Membres et Familles de la Gendarmerie ne cesse de mener l'essentiel de son activité pour faire progresser les conditions de vie des familles de gendarmes. Animée d'une parfaite volonté et respectueuse de l'éthique d'une institution prestigieuse, l'AAMFG n'entend pas s'immiscer dans la gestion des affaires. Elle apporte un soutien à ses membres dans la gestion de dossiers parfois complexes et difficiles (sur le plan technique et/ou moral).

L'AAMFG s'engage également pour sensibiliser les autorités et l'opinion publique sur les problèmes rencontrés au quotidien. Enfin l'association par votre écoute, la veille menée par nos délégués et leur proximité représente une interface utile pour vous guider, vous orienter au fil des années passées aux côtés d'un gendarme.

Si à ce jour, la naissance de l'association reste marquée du mouvement historique de 2000, si des combats ont d'ores et déjà été gagnés au profit de l'amélioration de la qualité de vie pour tous, ensemble nous serons toujours plus forts et représentatifs de toutes les familles de la Gendarmerie, et ce, sans distinction de catégories de statuts (GAV, sous-officier, ...).

C'est pourquoi nous vous invitons à souscrire ou renouveler votre adhésion annuelle et ainsi de bénéficier au mieux de notre soutien, afin d'être solidaire des personnes dans les situations délicates que nous aidons chaque jour, pour contribuer au développement de notre action au service de la qualité de vie de la famille et lui donner sa juste valeur.

J'adhère à l'AAMFG pour l'année

Nom et prénom : .....

Adresse : .....

Code postal et ville : .....

Téléphone : .....

Portable : .....

E-mail : .....

Cotisation annuelle : 15 € <sup>(1)</sup>

Don de soutien à l'association : ..... <sup>(2)</sup>

(montant libre et facultatif)

Total du paiement \* (-1 + 2) : .....

Parrainage : .....

Je souhaiterais m'impliquer dans la vie de l'association et accepte des responsabilités départementales au sein de l'AAMFG (candidature soumise à acceptation après instruction de la candidature et détermination des missions possibles).

Merci d'expédier ce bulletin par courrier accompagné de votre paiement à l'adresse suivante :

## AAMFG – Service des Adhésions

35, les planèzes 23400 Bourganeuf

\*par chèque libellé à l'ordre de l'AAMFG